

Jean-Michel BOUYE
Elu du personnel au CA du Cemagref sur la liste
"Cemagref en lutte pour un EPST durable"

LETTRE DE DÉMISSION (Nouveaux élus CA)

Je soussigné, Jean-Michel BOUYE, donne par la présente ma démission de mes fonctions de représentant du personnel élu au Conseil d'Administration du Cemagref, conformément au mandat donné par les personnels qui ont soutenu massivement la liste intersyndicale "Cemagref en lutte pour un EPST durable".

Nous constatons qu'à ce jour, aucune réponse n'a été apportée aux revendications de l'intersyndicale concernant :

- le rétablissement de tous les emplois supprimés au budget 2009 et des créations d'emplois pour permettre de résorber l'emploi précaire et de développer les activités de manière durable,
- la mise en chantier d'un avenant au Contrat d'Objectifs comportant un engagement des tutelles sur les moyens alloués par l'Etat au Cemagref dans les budgets futurs,
- le maintien du dispositif d'évaluation du Cemagref, dans le cadre d'une accréditation par l'AERES.

Nous ne souhaitons pas assister impuissants à la mise en œuvre à marche forcée du contrat d'objectifs sous sa forme actuelle et cautionner par notre participation le démantèlement des EPST et la casse des statuts des personnels.

Un élément nouveau est cependant intervenu. Le 30 mars dernier, Madame la Ministre Valérie Pécresse s'est engagée devant l'ensemble des organisations syndicales et associatives de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à ce que tous les contrats entre l'Etat et les organismes comportent un engagement de l'Etat sur les moyens (comme d'ailleurs le prévoit la loi programme pour la recherche). Nous ne doutons pas que cette position de principe s'applique à tous les EPST – et par conséquent au Cemagref – mais il serait sans doute opportun que le Conseil d'Administration du Cemagref facilite la réouverture du dossier "contrat d'objectifs 2009-2012" qu'il a voté le 11 décembre 2008 (sans les représentants du personnel) en exprimant un vœu en ce sens. Ce serait un signe du soutien du Conseil d'Administration à l'Etablissement qui serait apprécié par les personnels, préalable indispensable à un déblocage de la situation de crise actuelle.

Antony, le 3 avril 2009

Jean-Michel BOUYE